Le plan de relance bien reçu en Indre-et-Loire

Les représentants de l'économie départementale se félicitent des mesures annoncées hier par Jean Castex. Et attendent leurs effets avec impatience.

Soutien à l'emploi et à la compétitivité des entreprises et rénovation énergétique : le plan de relance de 100 milliards d'euros présenté hier est reçu comme un soulagement. Pour le président départemental et régional des chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) Gérard Bobier, *« y sont reprises des mesures que le réseau des CMA avait présentées il y a deux mois. Les semaines à venir seront vitales et nous serons vigilants sur les délais de leur mise en œuvre. Nous invitons les Français à contribuer à cette relance par la consommation locale ! »*

Près de 7 milliards d'euros seront aussi alloués à la rénovation énergétique des bâtiments. Une satisfaction pour la FFB 37.

(Photo archives NR)

« Nécessaire et urgent »

Près de 7 milliards seront alloués à la rénovation énergétique des bâtiments, serpent de mer des politiques écologiques, dont 4 milliards pour le parc public (écoles, universités, etc.) et 2 milliards dédiés aux ménages. *« Une mesure qu'il faut franchement saluer et qui se traduira par des primes »*, ajoute Stéphane Pouëssel, président départemental de la Fédération française du bâtiment (FFB 37).

Voilà qui devrait booster le secteur, handicapé par l'absence de soutien à la construction du logement neuf. La FFB demande le rétablissement du prêt à taux zéro pour toutes les zones, actuellement supprimé, ainsi que le prolongement de la loi Pinel au-delà de 2021.

Présidente du Medef 37, Sandrine Fleury considère que ce plan de relance était *« nécessaire et urgent. La compétitivité des entreprises passe par la diminution sur deux ans de l'impôt de production, impôt injuste qui représente 3 % du PIB en France alors que la moyenne européenne atteint 1,6 %. Autre satisfaction : le volet d'accompagnement des compétences des salariés. Ce plan n'arrive pas trop tard mais nous serons vigilants sur son application rapide… »*

L'UMMI (Union des métiers de la métallurgie et de l'industrie) salue enfin les annonces du gouvernement *« qui font du soutien à l'industrie un axe majeur de la relance de notre économie et notre pays. Nous nous félicitons qu'il reprenne en partie les demandes que nous avions formulées avec trois organisations représentatives de la métallurgie dans un manifeste publié le 24 août : la baisse des impôts de production, cruciale pour améliorer la compétitivité de nos entreprises, le renforcement des fonds propres des entreprises, l'accompagnement dans leur transition énergétique, le soutien massif à la rénovation énergétique ou encore à la formation, afin de préserver les compétences d'aujourd'hui et développer celles de demain. La réussite de ce plan de relance passera par l'implication de tous… »*

Bruno Pille

Philippe Roussy (CCI Touraine) et Jean-Marie Gervais (Umih-hôtellerie et restauration) s'exprimeront la semaine prochaine.

••• Des réactions mitigées ou enthousiastes

Stéphane Desplobin (CGT). *« Le plan répond aux revendications du patronat, il faut qu'il y ait des contreparties imposées aux employeurs. »*

Guy Sionneau (CFDT) : *« Le plan de relance était nécessaire, le volet écologique important, ce qui manque, ce sont les contreparties demandées aux entreprises. C'est bien d'améliorer la compétitivité à condition qu'il y ait des créations d'emplois derrière. On ne peut pas se contenter de déclarations d'intention comme le million d'emplois promis par le Medef. »*

Grégoire Hamelin (FO) prône un contrôle strict des aides publiques qui ne doivent pas servir à augmenter les dividendes des actionnaires. *« Ces aides doivent, en cas de difficultés économiques, permettre aux entreprises de recourir au chômage partiel plutôt qu'aux licenciements de salariés dont les rémunérations doivent être maintenues dans leur intégralité afin de pouvoir relancer la consommation. Les politiques d'austérité ont fait long feu. S'il n'y a pas ces contreparties, on va au-devant d'une crise sociale et d'une crise politique. »*

Daniel Labaronne, député LREM, vice-président de la commission des finances. *« Ce plan inédit, historique, ne se fera pas sans l'Europe qui, en l'occurrence, s'est hissée à la hauteur du moment. Il s'agit d'une relance par l'offre, sans augmentation d'impôts. Je serai particulièrement vigilant sur les méthodes de suivi de ce plan exceptionnel et à la territorialisation des mesures annoncées, notamment dans le cadre des Territoires d'industrie ».* Le parlementaire évoque notamment deux entreprises de sa circonscription (Amboise-Bléré), innovantes dans le secteur de l'hydrogène dont il souhaite qu'elles puissent participer à des appels d'offres.

Franck Gagnaire, premier secrétaire fédéral du PS. *« En fait, ce sont 80 milliards et non 100 qui sont budgétés sur trois ans. On redécouvre les vertus des emplois aidés, ce dont je me réjouis. Le volet accompagnement social fait défaut. Il aurait fallu au moins des négociations conventionnelles pour s'assurer de la création de 160.000 nouveaux emplois. Tout est axé sur la relance de la production alors que l'Allemagne a joué sur la TVA pour relancer la consommation. »*

Philippe Chalumeau, député LREM. *« C'est un plan très ambitieux pour sauver nos emplois, notre économie, réduire notre impact sur l'environnement. Voilà l'action la plus forte de tous les grands pays européens. »*

Secrétaire départemental d'Europe Écologie -Les Verts, **Philippe Geiger** se dit un peu déçu : *« Les sommes allouées à la transition écologique sont insuffisantes. C'est un financement sur plusieurs années qu'il faut envisager, notamment pour le rail. Je trouve également ce plan de relance assez incohérent dans la mesure où on fait " du vert et du brun " en même temps, en aidant des entreprises (comme Air France) dont l'action va à l'encontre de la transition écologique ».*

Wilfried Schwartz, président de Tours Métropole : *« Il est essentiel que Tours soit associé à ce plan de relance, notamment pour aider au financement du schéma cyclable, de la ligne 2 du tram, de l'accompagnement énergétique des familles et des entreprises. J'espère que la baisse des impôts de production n'entraînera pas une perte de financement pour la Métropole. »*

point chaud

RSA : + 10,50 % d'allocataires depuis mars

Le président du Département tire la sonnette d'alarme. Son budget (plus de 600 millions d'euros) est en péril.
Jean-Gérard Paumier avait un petit matelas de 19 millions d'autofinancement net début 2020 qui a fondu cet été pour arriver à – 12 millions. Au total, sa collectivité perd 32 millions, 20 millions estimés de droits de mutation (ce qu'elle touche sur l'immobilier), 4 millions de dépenses sociales supplémentaires, 2 millions de dépenses Covid (dont les masques) et 6 millions de dépenses RSA en plus. Et c'est bien sur le RSA (revenu de solidarité, ex-RMI) qu'il y a problème, à ses yeux. *« L'État n'y peut rien, mais on enregistre depuis mars un bond de 10,50 % d'allocataires en plus, 1.385 bénéficiaires supplémentaires, soit un total à la fin août de 14.622 »*, le tout pour un budget de plus de 80 millions. *« On assume notre mission sociale mais on espère ne pas être les oubliés du plan de relance de l'État. Sur le plan financier, on va vers le rouge, d'autant qu'on a perdu toutes nos recettes fiscales »*, dit-il.
Malgré tout, les chantiers du Département repartent, même si certains sont repoussés, et les investissements sont maintenus.

O.P.

La Région à la bouche
DIMANCHE
JC Michelet, champion du monde des confitures 2019
(Indre)
la Nouvelle République dimanche

sommaire

Faits divers > p. 4
Loisirs du week-end > p. 10 et 11
Tours > p. 12
Joué-lès-Tours > p. 15
Amboise > p. 22
Loches > p. 25
Chinon > p. 27
Avis d'obsèques > p. 33
Sports > p. 34
Courses > p. 40
Télévision > p. 41
Éditorial > p. 42
Bourse > p. 44
Jeux > p. 49
Météo > p. 50